

## NON A L'ACCORD DE LIBRE-ECHANGE TRANSATLANTIQUE ENTRE L'UNION EUROPEENNE ET LES ETATS-UNIS!

Le projet de partenariat transatlantique de commerce et d'investissement (PTCI) n'est pas « uniquement » un accord de libre-échange. Il a pour objectif de mettre en place un empire euroatlantique et la reconquête de l'hégémonie des États-Unis. Résultat direct d'un intense travail mené par les lobbies américains et européens financés par les grands groupes industriels, de services ou financiers, ce projet se traduira, entre autres, par la mise en concurrence des travailleurs, la privatisation du droit et l'adaptation de la justice au service des multinationales.

**Pourquoi faut-il briser ces négociations et empêcher une nouvelle vague de libéralisations aux effets destructeurs qui s'abattra sur les peuples? Seules des ruptures politiques, économiques, sociales et environnementales préserveront l'exercice de la démocratie et la souveraineté des Etats.**

### Contexte international : des revers intolérables pour les États-Unis!

L'implosion du système soviétique a renforcé l'hégémonie des États-Unis et le libéralisme s'est imposé comme l'unique système possible. Cependant les pays d'Amérique du Sud ont refusé d'entrer dans le marché de libre-échange imposé par les États-Unis et ont créé l'ALBA (Alliance bolivarienne pour les Amériques), les négociations de l'OMC ont été bloquées par les pays du sud et les pays émergents (cycle de Doha).

### Contexte européen : L'Union européenne prête à signer!

Les politiques d'austérité préconisées comme remède à la crise accentuent la récession des économies de la zone euro qui n'assurent plus le débouché des exportations allemandes. Conséquences : fuite en avant, urgence dans les milieux d'affaires des deux côtés de l'Atlantique pour accélérer le processus de libre-échange en gestation discrète depuis les années 90.

### Objectifs annoncés d'un marché transatlantique :

Relancer la croissance, les créations d'emplois et l'augmentation du pouvoir d'achat.

#### DANGER! MANIPULATION!

Ces objectifs sont incompatibles avec l'intensification du libre-échange qui vise à supprimer tout obstacle au commerce international et détruit toutes protections sociales (emplois, salaire, conditions de travail, sécurité sociale...), sanitaires, environnementales...

### INTOXICATION!

Le protectionnisme est présenté comme une attitude honteuse de repli sur soi, de perdants qui ne saisissent pas la main de ceux qui veulent laisser jouer « sainement » la concurrence comme l'Union européenne la pratique chaque jour.

### Objectifs poursuivis et masqués :

**Mettre en place un empire euroatlantique** pour restaurer la domination mondiale des États-Unis; **Assurer la toute-puissance des firmes multinationales** qui pourront tenter des procès aux États et contourner les législations nationales par des arbitrages commerciaux;

**Laminer la démocratie** et la souveraineté des peuples;

**Parachever le règne du moins-disant** qui met en concurrence les travailleurs de tous les pays pour les seuls profits des actionnaires.

A long terme, ce projet vise à intégrer l'UE et les USA pour rétablir un monde unipolaire dominé par l'empire libéral : la mondialisation pleinement réalisée... Le libre-échange, imposé par le système libéral dominant, les gouvernements et les institutions internationales qui le servent (FMI, Banque mondiale, OMC, OTAN), vise à conforter la domination économique des USA et des classes dirigeantes capitalistes.

### DANGERS POUR LES PEUPLES

**Un déni de démocratie :** les lobbies des milieux d'affaires œuvrent avec la Commission européenne dans l'opa-

cité totale tandis que les citoyens ne sont ni informés ni consultés et que les parlementaires nationaux sont désavoués.

**La mise en concurrence encore plus violente des travailleurs** sans moyens pour résister des deux côtés de l'Atlantique. Ce traité aggravera leur situation déjà difficile après les réformes successives et les attaques du droit du travail et de la protection sociale.

**Le règne du tout marché,** parachévé en France par la mise en place de l'acte III de la décentralisation et la réorganisation du territoire en euro-régions soumises à Bruxelles, disqualifiera l'action de l'Etat.

**Avec ces réformes et restructurations, le PTCI avancera en terrain conquis.**

### Le PTCI telle une déferlante :

• **Emportera ce qui reste de notre industrie :** un simple exemple : la taxe douanière sur les voitures US sera supprimée : une menace supplémentaire sur nos productions automobiles;

• **Rendra impossible la défense d'une agriculture locale non productiviste et respectueuse de l'environnement :** ADIEU à nos AOC, au bien manger en France...!

• **Supprimera nos normes protectrices alimentaires,** environnementales : ADIEU le principe de précaution! VIVE le lait de vaches sous Prosilac, (hormone fabriquée par Monsanto), les poulets désinfectés au chlore... les OGM dans nos assiettes et

dans les champs... VIVE l'exploitation des gaz de schiste...!

• **Donnera le coup de grâce à notre système solidaire** de protection sociale : on connaît les performances du système étasunien qui deviendra la norme !

• **Et enfin BONJOUR à la culture américaine** : il faudra abandonner le français et notre diversité culturelle!

### **POUR ROMPRE AVEC LE LIBRE-ECHANGE, ET REFUSER LE PTCI, IL EST POSSIBLE DE METTRE EN ŒUVRE LA COOPERATION ENTRE LES ETATS COMME LE PRECONISE LA CHARTE DE LA HAVANE**

La Charte de La Havane élaborée en 1948 par 53 pays capitalistes avait pour but de créer une Organisation internationale du commerce (OIC), dans le cadre de l'ONU. Cette OIC n'a jamais vu le jour, car le Congrès américain, qui venait de changer de majorité, s'est opposé à sa ratification.

**Son originalité est de ne pas séparer commerce international et emploi, à la différence de l'OMC.**

Dans son article 1, elle préconise « d'atteindre les objectifs fixés par la Charte des Nations Unies, particulièrement le relèvement des niveaux de vie, le plein emploi et les conditions de progrès et de développement. »

Elle précise aussi que les échanges commerciaux entre pays doivent tendre vers l'équilibre (balance des paiements). Les pays en déficit commercial peuvent donc avoir recours à des mesures protectionnistes pour redresser leur situation.

Des accords passés dans le cadre de l'OIC peuvent être négociés et appliqués dans chaque pays souverain décidant de rompre avec le libre-échange. C'est en cela que les fondements de la Charte de La Havane

sont universalistes et permettront de mettre en place un nouvel ordre commercial international.

### **Tous le contraire du désordre international engendré par le PTCI!**

Dans la logique de l'OIC, les accords négociés entre États, les mesures protectionnistes, permettront de mener des politiques de plein-emploi et d'envisager sérieusement la relocalisation de l'économie.

### **APPLIQUER LE DROIT OPPOSABLE A L'EMPLOI :**

La charte de La Havane issue de la conférence intitulée « Conférence internationale sur le commerce et de l'emploi » précise dans son article 1-1 : « *chaque Etat membre prendra, conformément à ses institutions politiques, économiques et sociales, les mesures utiles aux fins de réaliser et de maintenir sur son territoire le plein emploi* »... Le droit opposable à l'emploi est une proposition politique du M'PEP qui prend tout son sens. Il s'appuie sur le principe inscrit dans la Constitution : chacun doit pouvoir obtenir un emploi et, parce qu'il s'agit d'un droit opposable, pourra recourir à la justice pour le faire valoir. Pour le système libéral, le chômage est une variable d'ajustement : le lien entre les recrudescences successives du chômage et les « accidents financiers » qui les engendrent n'est plus à démontrer.

### **EN FINIR AVEC LA FINANCIARISATION DE L'ECONOMIE, COMBATTRE LA SPECULATION, C'EST S'OPPOSER AU PTCI.**

La spéculation ne sert en aucune façon à financer les entreprises, on le constate chaque jour. Elle sert les investisseurs, leurs actionnaires qui exigent toujours plus de dividendes.

La déflation salariale en est aussi une conséquence. Pour reprendre la main sur la politique monétaire et sur l'économie, il faut inévitablement rétablir le contrôle des mouvements de capitaux et le contrôle des changes. Mesures impossibles sans sortir de l'euro et de l'Union européenne. Toute autre politique serait soit inconséquente soit hypocrite.

### **CES PROPOSITIONS SONT TOTALEMENT OPPOSEES AUX POLITIQUES LIBERALES DES ORGANISATIONS INTERNATIONALES CONSOLIDEES PAR LE PTCI.**

Aussi logiquement le M'PEP propose de : **SORTIR DE L'OMC, du FMI** dont les politiques asservissent les peuples du Nord comme du Sud par des plans d'austérité qui ont pour but l'enrichissement des créanciers (banques, fonds d'investissements de tous ordres). Ces Etats perdent ainsi leur souveraineté.

**SORTIR DE L'UNION EUROPEENNE** qui mène des politiques financières, monétaires compatibles avec les pratiques néo-libérales des classes dirigeantes aux USA. Rappelons-nous : les USA ont été partie prenante de la création de l'UE!

### **ET SORTIR DE L'OTAN POUR VIVRE DANS LA PAIX.**

### **CES ALTERNATIVES NE PEUVENT QUE DECOULER DE RUPTURES POLITIQUES DETERMINEES ET AUDACIEUSES IMPOSEES PAR DES RASSEMBLEMENTS POPULAIRES.**

### **IL EST VITAL DE SE MOBILISER POUR REJETER CE TRAITE!**

# **BULLETIN D'ADHESION**

Nom : ..... Prénom : .....

Date de naissance : .....

Adresse : .....

Ville : ..... Code postal : .....

E-mail : ..... Tél. : .....

Homme  Femme  Profession : ..... Montant cotisation : .....

Date et signature

Les personnes imposables bénéficient d'une réduction d'impôts égale à 66 % des sommes versées dans un plafond de 20 % du revenu du foyer fiscal. Les cotisations et les dons peuvent faire l'objet d'un prélèvement automatique (minimum 10 euros par mois). Pour les personnes non imposables ou à faibles ressources, le montant minimum de la cotisation annuelle est de 30 euros. Pour les autres, les cotisations doivent tendre vers 1 % du salaire net. MODE D'EMPLOI DE L'ADHESION : Adressez-nous votre bulletin d'adhésion accompagné d'un chèque à l'ordre de : Association de financement du M'PEP (agrée par la CNCCFP au premier janvier 2012) à l'adresse suivante : Association de financement du M'PEP - 12, rue de la gare - Kernével - 29140 - ROSPORDEN.

Ne pas jeter sur la voie publique